ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Situation sociale et économique des outre-mer

Question au Gouvernement n° 830

Texte de la question

SITUATION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE DES OUTRE-MER

Mme la présidente . La parole est à Mme Béatrice Bellay.

Mme Béatrice Bellay . (L'oratrice prononce quelques mots en créole.) Non, la présence de Kassav' sous les ors de l'Élysée ne saurait masquer la réalité de nos vies, ni faire taire nos exigences pour les pays des océans, dits d'outre-mer. Nous voulons la justice sociale, sanitaire environnementale, économique et foncière. Nous voulons des actes. Nous voulons des droits. Or le compte n'y est pas.

Il n'y est pas lorsqu'à l'approche des grandes vacances, des milliers d'étudiants et de familles martiniquaises guadeloupéennes, guyanaises, réunionnaises, etc., vivent un exil contraint, car incapables de regagner leurs territoires, faute de moyens, faute de prix raisonnables proposés par les compagnies aériennes, qui ne cessent de s'engraisser sur notre dos. En fait, faute d'une véritable continuité territoriale !

Le compte n'y est toujours pas, et encore moins son esprit, lorsque dans le cadre du protocole d'objectifs et de moyens de lutte contre la vie chère en Martinique, signé en octobre, alors que l'État s'était engagé à financer le fonds des frais d'approche, lettre de mission est donnée à votre administration en visite chez nous de trouver un nouveau tour de passe-passe, un *welto* – un masque –, pour que la consommation locale – nos poches déjà éprouvées – finance le dispositif de l'État. Un comble ! Non, une nouvelle péréquation – zéro effort de l'État ! (L'oratrice prononce de nouveau quelques mots en créole.)

Nous ne demandons pas du *vèglaj* – de l'enfumage –, mais une politique de solidarité nationale, qui réduise les inégalités et qui assure des sécurités. Et sur ce point non plus, malgré la prolixité de votre ministre de l'intérieur, le compte n'y est pas, quand en Martinique nous déplorons plus de quatorze morts par armes à feu depuis le début de l'année. Quatorze ! Une hécatombe !

Ces morts ne tombent pas du ciel. Ils sont le fruit d'une assignation par l'État « républi-nial » à la pauvreté, à résidence, à l'autodestruction. Quand l'État oublie ses responsabilités sociales et territoriales, quand il laisse prospérer les inégalités, il devient le premier artisan de la violence, de l'économie parallèle et du narcotrafic, de la défiance institutionnelle et démocratique, de l'effondrement des repères, de la fragmentation du lien social.

Quand le gouvernement décidera-t-il de mener une véritable politique d'équité territoriale pour la mobilité des dits ultramarins et de s'attaquer enfin aux racines sociales, économiques… *(Le temps de parole étant écoulé, Mme la présidente coupe le micro de l'oratrice. – Les députés du groupe SOC applaudissent cette dernière.)*

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre d'État, ministre des outre-mer.

M. Manuel Valls, *ministre d'État, ministre des outre-mer .* Les questions d'inégalité économique et sociale sont bien présentes dans l'ensemble des territoires ultramarins, notamment en Martinique. C'est incontestable. Il nous faut donc agir, peut-être comme cela n'a pas été fait depuis très longtemps. Par exemple, en dénonçant les pratiques du groupe GBH ou en luttant contre la vie chère – que ce soit en soutenant la proposition de loi dont vous avez été rapporteure, en publiant dans quelques semaines des circulaires et des décrets et en présentant en juillet un projet de loi. Ce dernier est le fruit d'une concertation étroite avec les parlementaires ultramarins et j'espère qu'il sera l'occasion d'un grand débat que vous ne manquerez pas d'enrichir lors de son examen à l'automne. Nous devons agir très concrètement.

Je souhaite une application stricte du protocole signé en Martinique et adopté il y a quelques mois. L'État a pris ses responsabilités concernant la TVA,…

Mme Béatrice Bellay . Non !

M. Manuel Valls, *ministre d'État .* …il faudra continuer dans ce sens.

Mme Béatrice Bellay . Vous nous avez seulement proposé la péréquation !

M. Manuel Valls, *ministre d'État .* En ce qui concerne l'insécurité, il faut faire preuve de nuance. Il est incontestable que les sociétés martiniquaise, guadeloupéenne et guyanaise sont confrontées au piège du narcotrafic, mais l'État – la justice et le ministère de l'intérieur – met les moyens pour le combattre, que ce soit sur terre,…

Mme Béatrice Bellay . Non !

M. Manuel Valls, *ministre d'État .* …en mer…

Mme Béatrice Bellay . Non !

M. Manuel Valls, *ministre d'État .* …ou dans les airs.

Mme Béatrice Bellay . Toujours pas !

M. Manuel Valls, *ministre d'État .* Il faut des moyens considérables. Regardons en face ce danger imminent, qui frappe particulièrement la Martinique, et luttons – élus locaux, acteurs économiques et sociaux, État – ensemble contre ce fléau, plutôt que de nous renvoyer à nos responsabilités.

Mme Béatrice Bellay . C'est à l'État de le faire ! Il s'agit d'une compétence régalienne !

Données clés

Auteur : Mme Béatrice Bellay
Circonscription : Martinique (3e circonscription) - Socialistes et apparentés
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 830
Rubrique : Outre-mer
Ministère interrogé : Outre-mer
Ministère attributaire : Outre-mer

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 25 juin 2025
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 25 juin 2025